

Japon : une puissance à réinventer

→ Une puissance maritime

Situé à l'est du continent asiatique, le Japon est un archipel volcanique étiré en arc de cercle sur plus de 3 000 kilomètres. Seules 430 des 6 852 îles japonaises sont habitées.

Ses 126 millions d'habitants se répartissent très inégalement sur un territoire morcelé et se concentrent sur les cinq îles principales que sont Honshū, Hokkaido, Kyushu, Shikoku et Okinawa. C'est là que se trouvent les grandes villes du pays avec, en premier lieu, l'immense mégalopole japonaise : 80 % de la population vivant sur à peine 6 % du territoire. Grâce à ses îles, le pays dispose d'une des zones économiques exclusives (ZEE) les plus étendues au monde : 4,5 millions de kilomètres carrés, soit 11,8 fois la superficie de ses terres émergées. Mais certaines zones sont contestées par ses voisins coréen, chinois et russe.

→ Le modèle Yoshida

Le modèle de développement japonais est tout entier tourné vers les échanges économiques avec le monde extérieur. Il est fondé sur une économie libérale et ouverte couplée à une diplomatie résolument pacifiste, et ce depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le 2 septembre 1945, le « pays de l'origine du soleil » ou « empire du Soleil levant » capitule face aux États-Unis et à leurs alliés, marquant officiellement la fin de la guerre. Le pays sort du conflit exsangue, ruiné et traumatisé par les bombardements atomiques d'Hiroshima (6 août 1945) et de Nagasaki (9 août 1945).

Sous la pression américaine, le Japon adopte en 1946 une nouvelle Constitution, qui entre en vigueur dès 1947 et dont l'article 9

stipule que « le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation », tournant ainsi le dos à son passé colonial et agressif en Asie.

Pour le Premier ministre de l'époque, Shigeru Yoshida (1946-1947), le Japon n'a désormais pas d'autre choix que de concentrer ses efforts sur la reconstruction économique en abandonnant les affaires militaires à l'occupant américain. Cette « doctrine Yoshida » porte rapidement ses fruits : dans les années 1960, le PIB progresse de 10 à 14 % par an et dès 1969, le Japon se hisse au second rang de l'économie mondiale. Les fleurons de l'industrie japonaise d'avant-guerre comme Mitsubishi, Mitsui, Toshiba ou Nissan se reconstruisent rapidement, dans le secteur bancaire et l'électronique d'abord, puis dans l'automobile et la robotique.

Le Japon commerce d'abord avec les nations qui composent l'ASEAN, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, qui forment son premier cercle d'influence. Mais il se lie également avec des partenaires beaucoup plus éloignés : les riverains du Pacifique, l'Union européenne et de plus en plus le continent africain. Il faut dire que l'économie japonaise demeure la troisième au monde, derrière les États-Unis et la Chine, avec laquelle les liens sont de plus en plus étroits.

→ La diplomatie du chéquier

Ce « miracle économique japonais » s'accompagne pendant plusieurs décennies d'une « diplomatie du chéquier », c'est-à-dire une politique étrangère centrée sur les outils économiques. Le choix du pacifisme restreint constitutionnellement la mission de l'armée japonaise, dénommée « Forces d'autodéfense » (FAD), à la seule protection